



Groupe de l'Alliance progressiste des Socialistes
& Démocrates au Parlement Européen

Parlement Européen
Rue Wiertz 60 B-1047 Bruxelles
T +32 2 284 33 71
F +32 2 284 94 44
www.socialistsanddemocrats.eu

APE UE-CDDA : L'Europe laisse passer sa chance de construire une nouvelle relation avec l'Afrique

L'eurodéputée socialiste Marie Arena regrette l'adoption par le Parlement européen, ce mercredi à Strasbourg, de l'accord de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et les États de la Communauté de développement de l'Afrique australe et orientale (CDAA – Lesotho, Botswana, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud et Namibie).

Cet accord purement commercial, vestige d'une relation bilatérale d'un autre temps, entre en contradiction totale avec les engagements européens en matière de politiques et d'objectifs de développement. Premier d'une série d'accords similaires (APE Afrique de l'Est et APE Afrique de l'Ouest) à être soumis au vote des parlementaires, l'APE CDAA peut paraître aux yeux de certains comme « un moindre mal ».

« Oui, l'accord contient un chapitre sur le développement durable, mais il n'est pas contraignant ! L'Europe se cache derrière cette toute petite avancée pour défendre et à nouveau choisir la voie d'une relation basée exclusivement sur le commerce, se voilant les yeux sur les conséquences dramatiques de tels traités pour le développement des économies locales et le bien-être des populations », s'insurge Marie Arena.

La députée a voté contre cet accord (Les dix raisons pour lesquelles je voterai contre l'accord APE de la Communauté de développement de l'Afrique australe), avec force et conviction, refusant de céder au fatalisme laissant à penser qu'il n'y aucune alternative à cette relation de dominant/dominé avec les partenaires africains. Son vote repose sur une analyse approfondie du texte, qui met en lumière plusieurs dysfonctionnements techniques et soulève de nombreuses inquiétudes.

« Au-delà de cet accord avec la Communauté de développement de l'Afrique australe et orientale, c'est l'esprit général des APE que je rejette. Ces accords sont au service exclusif de l'agenda ultralibéral de la Commission européenne qui veut imposer une ouverture des marchés africains sans la moindre prise en compte des répercussions des APE sur le long terme ou des niveaux de développement des États partenaires ».

Marie Arena poursuivra son combat au sein du Parlement européen dans le cadre des débats sur les autres accords de partenariat économique afin d'éveiller les consciences et de replacer le bien-être des populations locales africaines au centre des préoccupations européennes.